Compte-rendu du colloque national de Morsang-sur-Orge
Les 28 et 29 janvier 2000

Quand le local est confronté à la mondialisation libérale. Les collectivités, ancrage du sursaut citoyen.

Ouverture du Colloque

Marjolaine Rauze, maire de Morsang-sur-Orge,
vice-présidente du conseil général de l'Essonne

Les conséquences de la mondialisation sont extrêmement sensibles au niveau local et induisent de nombreux effets pervers, parmi lesquels :

- une compétition effrénée entre les villes ou les régions pour attirer ou conserver les entreprises,
- une mise en concurrence accrue entre le public et le privé (transports),
- au niveau des services publiques, les critères de rentabilité et de compétitivité deviennent prépondérant et se retournent paradoxalement contre les utilisateurs en entraînant des suppressions de postes et des fermetures : bureaux de poste, hôpitaux.

Les élus locaux doivent donc prendre en compte la mondialisation, mais leur rôle est aussi de favoriser une réaction des citoyens.

Sommaire

Un diagnostic général sur la mondialisation

Les effets de la mondialisation sur le terrain

Organiser le sursaut citoyen

Un diagnostic général sur la mondialisation

Nous sommes tous mondialisés

René Passet, président du conseil scientifique d'Attac

Dès l'Antiquité les relations commerciales s'étendaient à une grande partie du globe et des routes reliaient déjà l'Europe à l'Extrême-Orient. La mondialisation est donc un fait de tous les temps, parfaitement inéluctable. Cependant, à la sortie de la dernière Guerre Mondiale, le niveau pertinent pour l'action était encore la nation. À partir du début des années 70 tout s'accélère et les multinationales se constituent en réseaux pour contourner les barrières douanières et les législations fiscales des états.

À partir du milieu des années 80 se constitue une économie capable de fonctionner en temps réel au niveau de la planète entière. Cette nouvelle économie repose sur deux piliers :

- d'un point de vue technique elle a été rendue possible par les progrès fulgurants de l'informatique et la constitution du réseau Internet,
- d'un point de vue juridique la déréglementation qui est une décision politique s'impose en particulier au niveau de la libre circulation des capitaux.

La nouvelle économie engendre une guerre commerciale de tous contre tous et une course effrénée à la productivité. Elle tend à se couper du réel en particulier avec le développement de la spéculation financière : une journée de spéculation équivaut est égale à la valeur totale de l'or et des devises détenus par les grandes banques mondiales. Auparavant le monétaire s'adaptait au réel, maintenant c'est le contraire. L'économie monétaire n'a plus rien à voir avec la croissance, elle la redoute même parfois par crainte de l'inflation. Elle agit sur le court terme au détriment de l'intérêt général.

Cependant, bien que la mondialisation soit inéluctable, tout ce qui relève de décisions politiques et en particulier la déréglementation ne l'est pas. D'autre part l'ordinateur peut être un instrument à double effet : il ouvre le local au mondial et inversement. Par l'intermédiaire d'Internet, qui permet de constituer des réseaux à travers le monde, la résistance peut s'organiser.

Capitalisme informationnel et émergence d'une société civile planétaire

Patrick Viveret, directeur de la rédaction de
Transversales Science / Culture.

La révolution conservatrice a débuté dès les années 60 avec les théories économiques de l'École de Chicago (Milton Friedmann) et des « think tank » comme la Société du Mont Pélerin à Vevey en Suisse ou l'Institute of Economic Affairs en Grande-Bretagne (voir « Les Évangelistes du marché » par Keith Dixou, collection Liber / Raisons d'Agir). C'est un attaque frontale contre l'état social issu de l'ordre keynésien. La révolution conservatrice a tout particulièrement remporté des victoires dur le plan culturel en popularisant des notions qui avaient été rejetées 40 plus tôt, comme celle de déréglementation. Elle a aussi gagné la bataille des mots :

- la notion d' « État Providence » prend une connotation péjorative,
- la précarité devient « flexibilité »,

- les avancées sociales obtenues par les luttes intervenues depuis le début du siècle deviennent des « avantages acquis »,
- les luttes visant à conserver une politique sociale deviennent des « corporatisme ».

La lutte contre le capitalisme néo-libéral devra donc se situer prioritairement sur ce terrain.

On remarquera en premier lieu que la révolution conservatrice n'est pas libérale car :

- on constate une uniformisation culturelle,
- on constate un durcissement des politiques pénales (voir « Les Prisons de la misère » par Loïc Vacquant, collection Liber / Raison d'Agir),
- on constate une forte tendance à la concentration des grandes entreprises risquant à terme d'entraver la libre concurrence.

En fait la nouvelle économie est une pseudo-libéralisme taillé sur mesure pour les puissants qui veulent imposer leurs propres règles.

Cependant le capitalisme actuel présente plusieurs points de fragilité :

- Un effet de dématérialisation (uniformisation des cultures, standardisation des produits, baisse du rôle des états) qui entraîne une demande accrue de concret, de racines, d'identification. Cela a bien entendu des effets pervers : nationalisme, intégrisme, narcissisme exacerbé (à travers l'importance accordée aux marques commerciales). Mais bien canalisé cela peut aussi constituer un point d'ancrage pour la société civile : défense des identités culturelles, des traditions ...
- L'appétit de consommation est bien évidemment un point fort pour le capitalisme, mais paradoxalement il devient une fragilité lorsque le rapport à la consommation devient qualitatif : qualité de la nourriture, qualité de l'air, qualité de vie. Ces qualités-là le capitalisme mondial ne peut les offrir qu'à une infime minorité de privilégiés. Ce désir de qualité entraîne la recherche d'un autre mode de développement qui favorise la renaissance de la citoyenneté.
- La notion d'image qui est fortement mise en avant par les chantres du marketing et appliquée aussi bien aux produits de consommation qu'aux hommes politiques. Au départ l'image de la « terre ouverte » constamment martelée par les tenants de la révolution conservatrice paraît particulièrement positive. Mais de la même façon que pour la consommation il se produit un glissement vers le choix d'un autre mode de mondialisation (manifestations de Seattle). Déjà le mouvement civique a réussi à se réapproprier certaines images. Le terme de « Terminator » appliqué à certaines semences incapables de se reproduire (firme Monsanto) a été inventé par les militants écologistes et est maintenant utilisé dans le monde entier (et même par le personnel de Monsanto). Il en a résulté une image déplorable pour Monsanto qui a entraîné une réaction très négative de la bourse.
- La mondialisation elle-même, car elle ne peut se concevoir sans un mode de régulation, et la révolution conservatrice est pour l'instant incapable de l'imaginer, d'où des déséquilibres catastrophiques : les revenus cumulés des 350 personnes les plus riches du monde est égal à celui des 2 milliards les plus pauvres.

Les effets de la mondialisation sur le terrain

Le cas Michelin

Raymond Vacherou, CFDT Textile Auvergne

Michelin appartient à l'industrie textile. Il est bon de resituer Michelin dans le contexte plus général de l'industrie textile en France. Quelques caractéristiques de l'industrie textile en France :

- 300000 salariés,
- entreprises traditionnelles et familiales à forte implantation locale mais qui ont tendance à passer peu à peu dans le giron d'entreprises internationales,
- dépendance de l'extérieur pour l'approvisionnement en matières premières,
- des produits textiles consommés en France sont importés,
- en 20 ans perte de 50% des emplois mais la population reste au même niveau,
- sur 3 emplois supprimés en France 1 seul est causé par la hausse des importations,
- les grands groupes commerciaux de distribution ont récupéré une part importante de la marge.

Michelin c'est :

- 120000 salariés sur 80 sites dans 19 pays,
- 14000 salariés à Clermont-Ferrand contre 30000 en 1970,
- des ventes dans 170 pays,
- des plantations d'hévéa,
- des résultats en hausse de 20% entre 1998 et 1999 (estimations).

La baisse des effectifs de Clermont-Ferrand est aussi due au développement de la sous-traitance. De nombreuses activités sont transférées dans de petites entreprises sans syndicats où les conditions de travail sont particulièrement mauvaises. La mise en concurrence des sites entre eux de façon à culpabiliser le personnel est de pratique courante chez Michelin, et cela même avec des sites situés dans des pays où les salaires sont très inférieurs aux nôtres. Licencier permet à Michelin non seulement de réduire les coûts, mais aussi de rassurer les investisseurs, et d'améliorer les performances boursières.

Cependant cette fois la direction semble avoir été surprise par la vive réaction des salariés et l'impact médiatique. Pour la première fois il y a eu à Clermont-Ferrand un meeting unitaire remettant en cause la révolution conservatrice à l'°uvre dans l'entreprise.

Le Cas IBM à Corbeil-Essonne

Patrick Muller, CGT-IBM

Cette usine a été implantée en 1961 et se caractérise par une forte compétence du personnel. Elle subit de plein fouet la concurrence asiatique. D'autre part la course effrénée au progrès technique (en particulier la puissance des mémoires) engendre des bouleversement et des restructurations incessants. Un énorme gaspillage s'ensuit car des investissement très importants sont souvent rendus obsolètes très rapidement, bien avant les délais normaux d'amortissement.

Malgré ces contraintes les résultats d'IBM France pour 1999 s'annoncent excellents. L'implantation actuelle comprend 2830 salariés, 1130 suppressions de postes sont à prévoir. Il n'y aura pas de licenciement sec. Les salariés âgés de 52 ou 53 ans se voient proposer une préretraite avec 70% du salaire brut. En 1995 IBM Corbeil a touché une importante subvention de l'état et a bénéficié depuis cette date d'une taxe professionnelle réduite pour la création de 1000 emplois. Cet accord n'a pas été respecté par IBM et on en arrive à envisager maintenant des nouveaux licenciements.

Desserrer l'étreinte des Compagnies des Eaux

Bernard Maris, vice-président du Conseil Scientifique d'Attac

Trois grandes sociétés se partagent le marché de l'eau en France : Vivendi, la Lyonnaise des Eaux, Sauz (filiale de Bouygues). Cette dernière est particulièrement opaque et il est difficile de connaître ses résultats consolidés. Ces sociétés, fleurons du libéralisme, n'aiment pourtant pas la concurrence et détestent les appels d'offre en bonne et due forme. On remarquera que dans la majorité des cas les améliorations des circuits d'eau par les collectivités locales se font sans appel d'offre.
Bien souvent les collectivités locales n'ont pas à leur disposition les experts qui pourraient contester les évaluations et les devis des Compagnies des Eaux. Les collectivités locales se reposent donc entièrement sur les experts inféodés à ces multinationales. Il est bon de rappeler ici ce que l'on désigne sous le terme de « paradoxe de l'eau » : les Compagnies des Eaux on intérêt à ce que la pollution augmente car ces sociétés auront d'autant plus de facilité à développer leur secteur consacré à l'épuration qui est très rémunérateur.
Les Compagnies des Eaux bénéficient d'une activité très rentable et stable que l'on désigne sous le terme de « rente de l'eau ». Cela leur donne aussi beaucoup de facilité auprès des bailleurs de fonds pour emprunter, éventuellement au profit d'autres secteurs d'activité (Bouygues, Vivendi).

Une agriculture paysanne et solidaire

François Dufour, vice-président d'Attac,
porte-parole de la Confédération Paysanne

En 1960 il y avait en France 4 millions d'exploitations agricoles, il y en a 650000 aujourd'hui. Beaucoup d'exploitants cumulent leur activité agricole avec un emploi salarié. D'une façon générale on constate un productivisme effréné encouragé par les aides de l'État qui se concentrent en priorité sur les grosses exploitations : 80% des aides vont à 20% des paysans. Le système d'attribution des aides ne tient pas compte des critères de qualité. Enfin ce productivisme entraîne de graves dérives environnementales : pollution des nappes phréatiques par les élevages intensifs de poulets et de porcs en Bretagne. À terme le risque est d'obtenir une agriculture duale pour une société duale.
Les agriculteurs ne devraient pas vivre avec les aides de pouvoir public, mais leurs revenus devraient provenir d'un niveau de prix correct. Caractéristiques d'une agriculture paysanne et solidaire :

- elle aménage le territoire,
- elle respecte l'environnement et les équilibres naturels,
- elle pense à l'emploi,
- elle respecte la qualité de vie des paysans,
- elle est non intensive,
- elle privilégie la qualité de production (sans être forcément biologique).

Une refonte de la Politique Agricole Commune et un aménagement adéquat des règles de l'OMC permettraient dans un premier temps de revenir à 1 million d'exploitations moyennes insérées dans le tissu local.

Organiser le sursaut citoyen

S'adosser au pouvoir économique de l'État

Martin Vanier, professeur à l'Université Grenoble I,
maire adjoint de Rives (Isère)

Pourquoi s'adosser à l'État pour organiser le sursaut citoyen :
- il est sûr et durable,
- il invente le droit,
- il est le cadre redistributif majeur,
- il est le cadre régulateur,
- il est l'interlocuteur naturel du mouvement social qui est le plus souvent en avance sur le politique,
- il possède la légitimité pour parler au nom de la collectivité, au contraire du secteur privé.

C'est donc à partir de l'État qu'il faut construire le supranational : un système « glocal ».

Articulation des différents niveaux d'espaces européens

J.-C. Boual, réseau Services Publics Européens

On constate à l'heure actuelle l'émergence de trois nouveaux territoires non encore stabilisés : l'échelon européen, l'échelon régional, l'agglomération.
L'échelon européen. Le passage du Marché Commun au Marché Unique (Acte Unique de 1985) marque un tournant pour l'Europe : le cadre européen devient déterminant. Il faut savoir que 60% à 70% du travail du Parlement français consiste à réécrire au niveau français des directives européennes sur lesquelles il n'a aucun contrôle. Il est donc nécessaire de construire un mouvement social européen avec des syndicats européens capables de lancer des initiatives communes dans différents pays. Parallèlement des services publics européens doivent voir le jour : la poste des États-Unis n'est-elle pas un service public fédéral ?
L'échelon régional. En Europe les régions obtiennent des prérogatives de plus en plus importantes :
- en Allemagne : les Länder délèguent certains pouvoirs à l'État fédéral et non le contraire,
- en Grande-Bretagne : Écosse, Pays de Galles,
- en Espagne : Pays Basque, Catalogne.

En France le pouvoir régional demeure comparativement plus faible.
L'agglomération. En France 80% de la population vit en ville et il existe 36000 communes, le chiffre le plus élevé d'Europe. Mais la notion d'agglomération dépasse le cadre de la commune et il y a aujourd'hui tout un débat tournant autour des regroupements de communes et de la notion d'intercommunalité. Certains craignent que l'intercommunalité, en éloignant les centres de décision des citoyens, ne soit un risque pour la démocratie et le débat local.

La Fiscalité locale

Gérard Gourgechou, vice-président du conseil scientifique d'Attac

La principe des impôts locaux a été constitué en 1790, rien de fondamental n'a été modifié depuis cette date. Avec le système actuel les marges de man˚uvre des collectivités locales sont extrêmement faibles : elles ont simplement la possibilité de moduler un peu les taux. Une réforme en profondeur est nécessaire :

- pour donner plus de pouvoir aux collectivités locales,
- pour mieux prendre en compte les revenus,
- pour favoriser emploi par la suppression de la part salariale et de la taxe professionnelle.

La Ville, laboratoire de l'innovation sociale

Michel Hervé, maire de Parthenay

Le niveau local est un lieu où l'on prend conscience des autres, où doit se développer la citoyenneté à travers le « faire ensemble ». Le but à se fixer est de passer du stade de la démocratie représentative à celui de la démocratie participative. Le rôle de l'élu n'est plus alors seulement celui de décider, mais aussi celui de faciliter. Le maire qui est au contact des réalités concrètes doit s'efforcer de favoriser la création de liens entre les citoyens :

- en soutenant des projets collectifs permettant de former la population au rôle de citoyen,
- en fournissant l'infrastructure matérielle permettant l'éclosion de tels projets : lieux de rencontre, espaces collectifs susceptibles de favoriser l'accès à la formation et à la culture.

Il faut souligner l'importance des nouvelles technologies (Internet) qui permettent non seulement de « globaliser » mais aussi de faire ressortir le spécifique et de résister ainsi à l'uniformisation. Ainsi à Parthenay 12 espaces collectifs comportant un accès gratuit à Internet ont été installés dans les lieux où la population a l'habitude de se réunir : mairie, lieux sportifs, centre culturel, ...

Les capacités de mobilisation des territoires

Claude Saunier,
sénateur des Côtes d'Armor, maire de Saint-Brieuc,
président de la communauté d'agglomération de Saint-Brieuc

La mondialisation fragilise les villes moyennes dont il est difficile de prévoir l'avenir à l'échéance de 50 ans. La mondialisation a tendance à désertifier le territoire, et cela pour plusieurs raisons :

- la révolution des transports (TGV) qui permet de se rendre rapidement et facilement dans les grands centres de décision pousse paradoxalement à la concentration,
- les grandes entreprises privées s'implantent de préférence près d'un lieu où se trouve une grande concentration de consommateurs potentiels, l'insuffisance du poids démographique est souvent un obstacle au développement des villes moyennes,
- éloignement des centres où se produit l'innovation,
- un certain enfermement culturel maintient parfois ces villes à l'écart des grands courants de pensée.

Pour que les territoires survivent il faut une double condition :
un capacité à anticiper et à mobiliser sur des projets novateurs,

un capacité à mobiliser les acteurs de terrain.
La création du Réseau des Villes Moyennes Bretonnes regroupant en particulier Saint-Brieuc et Quimper répond à ce double objectif. Le but est de créer une communauté d'intérêt entre plusieurs villes de même taille de façon :

- à éviter les rivalités et les pratiques de « dumping » visant à attirer les entreprises privées,
- à atteindre un poids démographique plus important.

Dans ce cadre tout succès de l'une des villes bénéficie aussi aux autres.

Les expériences des quartiers de Nanterre

André Cassou, maire adjoint de Nanterre,
chargé de la vie associative

Nanterre est dirigée par la gauche depuis 1935. Un tiers des jeunes de moins de 25 ans est un français d'origine étrangère. Nanterre abrite le siège social de nombreuses grandes entreprises privées (Société Générale) mais le personnel qui y travaille est extérieur à la ville. Il y a une inadéquation entre l'offre et la demande d'emplois ce qui se traduit par un chômage et une précarité élevés.
Le tissu associatif est très riche, chaque association représente le plus souvent une activité bien spécifique (sportive, culturelle) et on constate un grand individualisme associatif. Des conseils de quartier on été organisés à l'initiative de la municipalité. Ils ont la possibilité d'exiger la saisine du conseil municipal sut tout problème précis afférent à la vie locale. Ces conseils de quartier représentent un embryon de démocratie participative.

La Culture comme vecteur de réintégration dans l'espace public

Marc Le Glatin, chargé du secteur culture
auprès du bureau national d'Attac

Les artistes ont une capacité à anticiper les évolutions de la société. Or, à l'heure actuelle, un nombre croissant d'entre eux se consacre à des actions de proximité. Les théâtre de Stains est une très bonne illustration de cette tendance.
Un metteur en scène monte une pièce à partir de légendes racontées par des femmes d'origine africaine. Le succès de la pièce est immédiat. Puis les gens se disent qu'ils pourraient eux aussi écrire et monter une pièce de théâtre. Ce projet est bientôt réalisé avec les conseils du metteur en scène. L'action se passe en l'an 200x après un crash boursier qui a entraîné le déclenchement d'une guerre civile européenne. À travers cette pièce qui connaît un gros succès populaire les gens apprennent à contester la logique marchande du système capitaliste dans son fondement et son système de valeurs.
On constate à travers ces actions populaires un déplacement des valeurs vers la morale qui peut constituer un point de fragilité du système. Le but de ces actions au niveau culturel est d'opérer une transformation des rapports entre l'art et la société et d'abolir le clivage actuel : du divertissement pour les masses populaires / l'art véritable pour les élites. L'émergence d'une nouvelle forme de culture et la renaissance esthétique proviendront probablement des marges de la société qui doivent être au-delà du cadre purement culturel un laboratoire pour une réelle démocratie participative.

Discussion du projet d’appel aux élus et acteurs de la vie local

« Appel de Morsang »

Michel Berson, président du conseil général de l’Essonne
Daniel Monteux, membre du bureau national d’Attac
Pierre Tartakowski, secrétaire général d’Attac

Conclusion du colloque

Bernard Cassen, président d’Attac